Entretien de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, dans "Le Journal du Dimanche" du 22 octobre 2017, sur la montée des extrémismes en Europe, la non prolifération nucléaire et sur la situation en Syrie et en Irak.

2017-10-22

Q - Vous étiez en visite de travail vendredi à Madrid et vous connaissez bien l'Espagne par votre épouse, qui est franco-espagnole. Comment réagissez-vous à la mise sous tutelle de la Catalogne par Mariano Rajoy ?

R - Ce qui m'importe dans cette affaire, c'est qu'il y a un État de droit à respecter et qu'il soit partout la référence centrale de la construction européenne. Sinon, on se retrouve dans une situation de dislocation dangereuse. M. Rajoy a annoncé des élections au plus vite en Catalogne. Je souhaite qu'elles permettent de clarifier la situation et de retrouver le chemin d'un dialogue constructif dans une sérénité retrouvée et un cadre légal.

Q - En Italie, on vote ce dimanche en Lombardie et en Vénétie pour une plus grande autonomie de ces deux régions très riches du pays. Comment analysez-vous ce manque de solidarité entre régions ?

R - La tentation du repli et les montées d'extrémisme en Europe se nourrissent à la fois de la crise, de l'inefficacité européenne et de son incapacité à offrir une vision. Le président de la République, dans son discours à la Sorbonne, a indiqué le chemin pour les Européens d'une ambition partagée et le sens d'un destin collectif. Sinon, les égoïsmes territoriaux reviennent et continueront de prospérer.

Q - En République tchèque, la victoire d'Andrej Babis et la possibilité qu'il forme une coalition gouvernementale eurosceptique et europhobe est sérieuse. Cela ne risque-t-il pas d'aggraver la division entre l'ouest et l'est de l'Europe ?

R - Je ne commente pas les élections avant qu'on en connaisse les résultats définitifs. Mais en Autriche, je note que l'extrême droite a obtenu 26% des voix tandis que tous les autres partis restent profondément pro-européens. Cela ne fait que renforcer ma conviction selon laquelle l'Europe doit se refonder.

Q - Après l'attentat qui a coûté la vie de la blogueuse Daphne Caruana Galizia à Malte, trouvez-vous exagérée la comparaison avec l'assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa, qui enquêtait comme elle sur les affaires de corruption du pouvoir ?

R - Le respect de l'État de droit et l'intégrité morale de ceux qui doivent appliquer le droit sont essentiels. Toute entrave à ces principes est une meurtrissure.

Q - Que vous inspire le tournant pris par Donald Trump vis-à-vis du nucléaire iranien?

R - Jamais, depuis la fin de la guerre froide, nous n'avons connu une situation comportant autant de tensions et de risques. Le président Trump refuse de prendre en compte le multilatéralisme, qui est pourtant une nécessité pour la sécurité mondiale mais aussi une opportunité historique pour la puissance américaine. Nous devons nous adapter à cette présidence américaine, sans jamais oublier que les États-Unis sont notre allié historique et le resteront.

Q - Emmanuel Macron se vante souvent de pouvoir convaincre Donald Trump pour le faire changer d'avis. N'est-ce pas un peu vain?

R - Chacun peut constater que le président de la République a instauré un dialogue étroit et franc avec son homologue américain. C'est la première condition pour faire évoluer un jour la position du partenaire. S'agissant de l'Iran, nous devons convaincre l'administration Trump comme le Congrès que la prévention de la prolifération nucléaire est un enjeu vital pour l'humanité. Le non-respect de l'accord de Vienne avec l'Iran inciterait de facto le clan des durs à Téhéran à reprendre le programme de fabrication de la bombe. Se déclencherait alors une spirale incontrôlable de la prolifération dans toute la région, chacun cherchant à se doter aussi de l'arme nucléaire. Pour la même raison, la Corée du Nord serait encouragée à poursuivre ses provocations. Les voisins de la Corée du Nord pourraient alors choisir de se lancer aussi dans la course à la bombe. Dès lors, le spectre du conflit nucléaire ne serait pas très éloigné.

Q - Le président Trump recommande au Congrès d'adopter des sanctions supplémentaires contre les Gardiens de la révolution iraniens...

R - Il y a un comportement de l'Iran, sur le plan des missiles balistiques ou dans tout le Moyen-Orient, qui est contraire aux règles de la sécurité internationale comme à nos propres intérêts de sécurité. Ils semblent vouloir constituer autour de leur pays une sorte de glacis territorial. Ce n'est pas acceptable. Je me rendrai prochainement à Téhéran pour évoquer tous ces points.

Q - En Corée du Nord, y a-t-il vraiment un espoir de négocier quoi que ce soit avec Kim Jong-un ?

R - L'explosion survenue lors de l'essai nucléaire du mois de septembre équivaut à dix fois Hiroshima et la faculté des Nord-Coréens de disposer d'une capacité balistique intercontinentale est désormais un fait. Il faut encore miniaturiser la bombe, et cela peut ensuite aller très vite. Voilà pourquoi il est indispensable de ramener rapidement les autorités nord-coréennes à une table de négociations. Le seul moyen pour y parvenir, c'est le rapport de force. Il passe, à ce stade, par l'aggravation des sanctions et leur application par tous.

Q - N'êtes-vous pas furieux de voir que les djihadistes de Raqqa, dont une partie de francophones, ont pu fuir sains et saufs protégés par un accord avec les autorités locales ?

R - J'ai accueilli la libération de Raqqa et la fin de Daech sur place avec beaucoup d'émotion. Raqqa a été l'épicentre d'où étaient fomentés des attentats barbares à Paris qu'on ne peut ni ne doit oublier. La reprise de cette ville était l'un de nos buts de guerre. Un accord local a certes permis à certains djihadistes de fuir en échange d'une accélération de la reprise de Raqqa. Mais ils se regrouperont dans un dernier réduit qui, lui aussi, finira par tomber. C'est leur chant du cygne.

Q - Raqqa doit-elle revenir aux mains de Bachar al-Assad ?

R - Certainement pas, puisqu'elle a été reprise par des forces d'opposition au régime. Le temps est venu de parler de l'avenir politique de la Syrie, pour éviter qu'elle ne se balkanise. La France, pour sa part, sera un acteur de la stabilisation à Raqqa en finançant son déminage par des ONG, ainsi que l'accès à l'eau et aux soins pour la population. Nous proposons également que se tiennent dès le mois de novembre des discussions de fond entre les grandes puissances impliquées sur un agenda de stabilisation du pays, d'écriture d'une nouvelle Constitution et de préparation d'élections libres. Si l'on n'y parvient pas, ce sera la dislocation de la Syrie.

Q - En Irak, la France va-t-elle maintenir son effort militaire, maintenant que Mossoul a été reprise à Daech ?

R - En Irak, nous sommes déjà dans l'après-Daech. Nous avons gagné la guerre ; désormais, il faut gagner la paix. Nous allons continuer à former les forces irakiennes à Bagdad et kurdes à Erbil. Nous sommes aussi engagés dans un travail de reconstruction. À ce titre, redonner vie à l'université de Mossoul, dont Daech avait fait l'un de ses quartiers généraux, fait partie de nos objectifs.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 25 octobre 2017

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/203936-entretien-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-leurope-et-des-affaires